

L Le Pacte vert survivra-t-il aux élections européennes ?

L'élan imprimé il y a cinq ans en faveur des politiques climatiques et environnementales a faibli. Il pourrait être encore davantage freiné par le Parlement européen si, comme attendu, celui-ci bascule nettement à droite.



Olivier le Bussy

Publié le 09-06-2024 à 08h06 - Mis à jour le 09-06-2024 à 19h31

Enregistrer



Le Pacte vert survivra-t-il aux élections européennes ? ©Kenzo TRIBOUILLARD

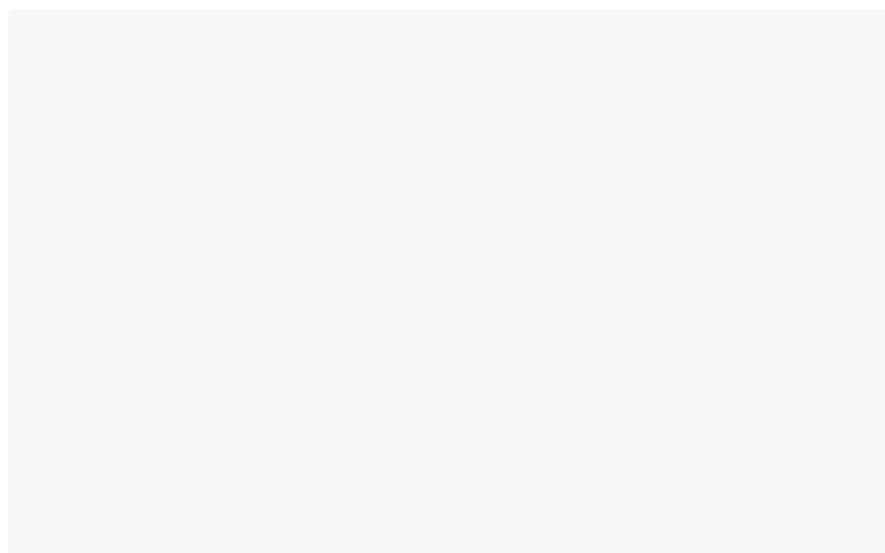
Partager

Le Pacte vert européen (ou Green Deal) aura été l'un des éléments structurants de la législature écoulée. Lancé, en décembre 2019, il dresse le plan de bataille de l'Union européenne (UE) dans la lutte contre le dérèglement climatique, pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050, et comporte aussi un important volet environnemental. Le Green Deal brasse très large. Décliné en près de cent législations, il touche à l'énergie, aux bâtiments, aux transports, à l'agriculture, à l'économie, au commerce international... L'élan imprimé il y a cinq ans est cependant un peu retombé. Le résultat des élections européennes pourrait le freiner davantage si, comme attendu, le centre de gravité politique du Parlement bascule vers la droite.



Comment la Commission propose d'amener l'Union européenne sur le chemin de la (r)évolution verte

Surfant sur les inquiétudes quant aux efforts requis par la transition verte, l'extrême droite a fait du Pacte vert une cible. Les conservateurs et les libéraux défendent, eux, le travail accompli. *“Le Green deal est une réussite historique”*, assurait l'Allemand Manfred Weber, chef du groupe du Parti populaire européen (PPE, droite et centre-droit), fin avril. Puis d'ajouter : *“Sa mise en pratique doit être liée à notre économie, de façon pragmatique et non idéologique”*. Comprendre : la droite veut reprendre le contrôle d'un plan qui tire trop sur le vert et la gauche à son goût.



Un contexte politique très différent

Le contexte politique est différent de celui de 2019, quand se multipliaient en Europe les manifestations appelant à une action résolue pour climat. Depuis, des voix avancent que le Green deal nuira à la compétitivité européenne. La colère des agriculteurs est notamment dirigée vers les mesures environnementales. Des dirigeants européens, comme le président français Macron, ou le Premier ministre belge De Croo, ont plaidé pour une pause réglementaire.

Des ONG alertent contre la disparition du Green Deal des priorités de l'agenda stratégique, que doivent arrêter les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, fin juin. *“On ne remet pas en cause la transition verte”*, assure une source diplomatique. *“Mais l'attention des États membres porte surtout sur la compétitivité et la sécurité. Le Green Deal n'est plus au centre des discussions et on ne parle pas de nouvelles ambitions. On est dans une logique de mise en œuvre”*. Problème à résoudre, pour la prochaine législature : il faudra trouver les moyens financiers, privés et publics, pour investir dans cette mise en œuvre, complète la même source.

Que les ambitions de cette transition verte soient revues à la baisse *“est une des possibilités en cas de montée des droites au Parlement européen”*, souligne Phuc-Vinh Nguyen, chercheur spécialiste de la politique énergétique à l'Institut Jacques Delors. *“L'enjeu des élections européennes, c'est l'avenir du Green Deal”*, déclarait en avril à *La Libre* le Belge Philippe Lamberts, eurodéputé et coprésident sortant du groupe des Verts.



“L'enjeu des élections européennes, c'est l'avenir du Green Deal”, avertit Philippe Lamberts

Ursula von der Leyen possède de solides chances de rempiler à la présidence de la Commission. Si elle est choisie par les Vingt-sept, elle devra obtenir le soutien d'au moins 361 des 720 députés européens pour être investie. Le rétrécissement prévu de la majorité qui l'a appuyée durant la législature 2019-2024 (PPE, socialistes et libéraux) compliquera la donne. Pour se garantir une réserve de voix, l'Allemande fait la cour à la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, dont le parti post-fasciste, Fratelli d'Italia, une des délégations importantes du groupe ECR (droite radicale et extrême droite). Selon M. Lamberts, si Ursula von der Leyen privilégie ce soutien à celui des Verts, le prix sera la mise du Green Deal sous l'éteignoir.

Phuc-Vinh Nguyen ne croit cependant pas un détricotage ni l'arrêt du Green Deal. *“Plutôt que de ne pas avoir d'accord, on aura surtout des accords moins ambitieux”*, prédit-il. Certains propositions législatives pourraient passer à la trappe, comme la loi sur la restauration de la nature.

Adoptée, elle, la loi qui prévoit la fin de la vente des véhicules neufs à moteur thermique en 2035 est dans le viseur des droites. *“Revenir dessus aurait des conséquences en cascade”*, pronostique M.Nguyen. *“Il y aurait moins d'incitation à déployer des bornes de recharge électrique, moins d'incitation à l'électrification des véhicules et donc moins incitation au développement rapide des énergies renouvelables.”*

Or, l'Union n'est pas en avance sur son agenda vert. En décembre 2023, l'Agence européenne de l'environnement a publié un rapport sur le respect des engagements pris pour le climat, à Paris en 2015, et pour la biodiversité à Montréal, en 2022. Ce rapport indique que *“l'Europe n'est pas sur la trajectoire pour réaliser ces objectifs”*. Réduire les ambitions du Green deal l'en écarterait davantage.

MOTS-CLÉS: [ELECTIONS EUROPÉENNES](#) [ALEXANDER DE CROO](#) [ELECTION EN BELGIQUE](#)

Publicité